(1)

(N° 172.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} AVRIL 1852.

Crédit de 150,000 francs au Département des Travaux Publics⁽¹⁾.

Rapport fait, au nom de la commission (2), *par M. DE BROUWER DE HOGENDORP.*

MESSEURS,

Le Gouvernement demande un crédit de 150,000 francs applicable :

1° A l'établissement de lignes télégraphiques le long du chemin de fer de Braine-le-Comte à Namur, de Jurbise à Tournay et de Landen à Hasselt;

2° Au placement d'un fil supplémentaire sur les sections de Liège à Verviers, de Malines à Termonde, de Gand à Aeltre, à Tournay et à Mouseron, et de Bruges à Ostende;

3° A la construction d'une ligne de télégraphie d'Anvers à la frontière des Pays-Bas;

Et enfin 4° à l'achat des appareils que nécessiteront l'installation de ces nouveaux services et le complétement des lignes actuelles, à l'appropriation des locaux, au mobilier, etc.

Cette demande ne nous à paru comporter aucune objection.

Le télégraphe électrique est un instrument si nécessaire entre les mains de l'administration des chemins de fer, que ne fut-il établi qu'en vue d'une meilleure exploitation de notre réseau national, son établissement sur toutes nos lignes serait parfaitement justifié.

Mais le télégraphe électrique n'est pas seulement un moyen d'exploiter le chemin de fer avec économie et sécurité, c'est pour l'État un instrument de Gouvernement utile et puissant; pour le public et surtout pour le commerce, c'est le complément des chemins de fer: ce que sont ceux-ci pour le transport des hommes et des choses, la télégraphie électrique l'est pour la correspondance.

(1) Projet de loi, n° 134.

(2) La commission était composée de MM. DELFOSSE, président, DE RENESSE, DE PERCEVAL, LESOINNE, CH. ROUSSELLE, VILAIN XIII, DE BROUWER DE HOGENDORP.

Le projet du Gouvernement a pour objet d'établir le télégraphe sur les parties de notre chemin de fer où il n'existe pas encore. L'utilité de cet établissement ne peut pas être contestée.

Une autre partie du crédit demandé est destinée à établir une correspondance entre les différentes stations d'une même ligne qui ne sont pas encore reliées entre elles. La bonne exploitation du chemin de fer nécessite l'installation de ce service.

Une troisième partie du crédit servira à l'établissement d'une ligne télégraphique entre la Belgique et la Néerlande. L'utilité, la nécessité de cette ligne, pour l'établissement de laquelle une convention a été signée entre les deux Gouvernements, est manifeste au point de vue des relations privées, du commerce et de la politique.

Outre ces considérations, il en est une autre plus secondaire, mais qui ne nous permettrait pas de repousser la proposition du Gouvernement, alors même que son utilité serait moins évidente, c'est que le service du télégraphe électrique couvre les intérêts du capital employé pour son établissement, que ce service ne constitue donc aucune charge pour le trésor.

C'est par ces motifs que votre commission a adopté, à l'unanimité, les art. 1 et 2 du projet.

Une discussion s'est élevée à propos de l'art. 3. Un Membre a demandé l'ajournement de cette partie du projet, ainsi que des art. 4 et 5, comme impliquant la solution de questions qui méritent un examen très-sérieux.

Cette opinion a été combattue par les considérations suivantes :

L'adoption de cette partie du projet est d'autant plus urgente qu'elle a été proposée surtout en vue de l'établissement du télégraphe électrique entre Anvers et la frontière des Pays-Bas, et que la convention intervenue entre les deux Gouvernements règle l'époque de l'achèvement de la ligne. Au surplus, des intérêts puissants commandent sa construction immédiate.

Les art. 3, 4 et 5 sont extraits littéralement de la loi votée récemment en Hollande par les deux chambres des États-Généraux.

Les questions de droit qu'ils soulèvent y ont été examinés longuement, et il est résulté de la discussion que ces questions étaient beaucoup moins importantes que ne l'avaient cru certains opposants.

Les art. 3 et 5 ont été adoptés dans la 2^e chambre, à l'unanimité des membres présents; l'art. 4 y a été adopté par quarante et une voix contre six.

Il n'est pas probable que le principe de ces articles soulève dans notre Chambre des objections plus sérieuses. Il serait donc inutile de différer, pour cette cause, la discussion du projet.

Sur ces observations, la proposition d'ajournement a été retirée par son auteur.

L'art. 3, mis aux voix, a été adopté à l'unanimité des membres de la commission.

L'art. 4 a donné lieu aux observations suivantes :

Cet article ne garantit pas assez le droit de propriété; les dispositions relatives au mode de régler l'indemnité sont insuffisantes; elles peuvent donner lieu, dans leur application, à des abus qu'il importe de prévenir; il conviendrait d'entourer

l'établissement de la servitude de certaines formalités de la nature de celles admises dans le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Votre commission, considérant que le texte de la loi est exprès, qu'il y est énoncé, d'une manière formelle, que la dépossession ne peut pas être exigée; considérant, en outre, que les cas où le Gouvernement fera usage de la faculté que la loi lui accorde, seront extrêmement rares et que le préjudice qui résultera de son application sera en général très-minime, a pensé que les dispositions de cet article donnent une garantie suffisante à la propriété et vous propose, à l'unanimité, son adoption, avec cette seule modification que les mots *ou bâtiments* seront insérés après ceux : *les propriétaires et locataires des terrains*.

A l'art. 5, votre commission propose de remplacer les mots : *soit par le juge de paix du canton*, par ceux-ci : *soit par le juge compétent*.

L'art. 6 est adopté, à l'unanimité.

Votre commission a, par conséquent, l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

DE BROUWER DE HOGENDORP.

Le Président,

N.-J.-A. DELFOSSE.